

service plus efficace et tourné vers l'avenir. De cette façon, nous serons en mesure de donner le meilleur service auquel tous les Canadiens et les Canadiennes s'attendent de la part du Parlement du Canada.

[Traduction]

**M. Rey Pagtakhan (Winnipeg-Nord):** Monsieur le Président, je félicite le député pour ses excellents arguments. J'ai une très brève observation à faire et deux questions simples à poser.

Il a dit qu'aucun autre pays ne dépensait plus pour la santé et le bien-être. Il faut préciser que tandis que le Canada dépense environ 8,5 p. 100 de son produit national brut pour les services de santé, les États-Unis dépensent davantage, mais notre régime est meilleur, et de loin. Il faut donc le préserver. Mon collègue de Halifax et moi avons parlé ce matin de la nécessité d'autres programmes pour rendre notre régime plus efficace, en lui-même et par rapport au coût, et plus productif. Nous sommes même prêts à vous proposer ces initiatives et d'autres que nous avons mentionnées.

• (1640)

J'ai deux questions à poser au député. Son gouvernement et lui songent-ils à appliquer des frais modérateurs?

Deuxièmement, quelles modifications sont prévues pour confirmer dans la Loi sur la santé les principes d'assurance-santé qui ne s'y trouvent pas à l'heure actuelle?

[Français]

**M. Denis Pronovost (Saint-Maurice):** Monsieur le Président, je remercie le député de Winnipeg-Nord pour ses remarques à l'endroit de l'allocution que je viens de prononcer.

Je voudrais toutefois corriger sa première intervention. J'ai dit tout à l'heure, et très clairement, que le Canada était le pays au monde qui dépensait le plus en matière de soins de santé par capita, par rapport plutôt au produit national brut; mais j'ai mentionné également dans les pays qui ont un système public de santé, et ça je l'ai répété à deux reprises. Alors il a tout à fait raison de mentionner qu'aux États-Unis on dépense encore plus, même si c'est un système privé. Mais j'ai parlé de la plupart des pays industrialisés qui ont un système public de santé.

Le Canada est de très loin celui qui dépense le plus. Les citoyens canadiens, monsieur le Président, ne sont pas plus bêtes que les citoyens de la Scandinavie; ils ont droit à ce que nous utilisons les taxes qu'ils nous donnent, et Dieu sait qu'ils en payent et qu'ils vont en payer pour longtemps. Tout le monde sait cela au Canada qu'il y a des taxes. On fait juste commencer à en payer pour rembourser la dette nationale qui est devant nous. Ces citoyens-là doivent savoir que cet argent-là doit être

### Les crédits

utilisé—et je ne parle pas de coupures—de façon plus efficace.

L'autre point que je voudrais soulever suite à la question de mon honorable collègue de Winnipeg-Nord, c'est le point suivant monsieur le Président.

Les restrictions budgétaires dans le dernier budget de M. Wilson imputent aux provinces l'ensemble d'argent, et là les citoyens vont pouvoir comprendre ça, je pense assez clairement, que finalement c'est une restriction de 1/2 de 1 p. 100. Un demi de 1 p. 100 de l'ensemble des recettes que les provinces du Canada font actuellement.

Le gouvernement fédéral n'a pas dit aux provinces de couper dans les soins de santé 1/2 de 1 p. 100. Quand on regarde l'ensemble des budgets des provinces, le budget du gouvernement de l'Ontario qui augmentait largement en haut de l'inflation, alors que notre budget du gouvernement fédéral est en bas de l'inflation. . .

Si tout le monde, au Canada, monsieur le Président, dans les provinces et les Territoires, imitait le gouvernement fédéral au lieu d'augmenter les budgets de 10 et de 12 p. 100. J'ai vu certaines municipalités, mes collègues pourraient en parler. Il y a certaines municipalités au Canada qui ont augmenté leur budget jusqu'à 15 et à 20 p. 100, monsieur le Président, l'année passée, alors qu'on avait un taux d'inflation largement inférieur.

Le gouvernement fédéral fait son effort. Mais si nous voulons que tous les Canadiens et les Canadiennes puissent obtenir un succès éventuel dans ce plan de restrictions budgétaires, il faut absolument que les efforts qui sont faits par le gouvernement fédéral soient également faits par tous les gouvernements provinciaux et par toutes les municipalités, par Hydro-Québec, par Hydro-Ontario, par l'ensemble du système canadien parce que les efforts sérieux, difficiles, pas toujours populaires que nous faisons ici en cette Chambre, monsieur le Président, s'ils ne sont pas suivis d'efforts semblables de la part des gouvernements des provinces, le Canada est un pays qui n'aura pas l'avenir que nous souhaiterions tous avoir. Et l'issue de notre débat national est rendue à ce point, monsieur le Président.

J'ai toujours dit clairement que je n'étais pas un séparatiste, que j'étais Québécois, et que j'étais Canadien—et je suis fier d'être Canadien—mais je sais qu'au Québec les citoyens québécois écoutent les gens du Bloc québécois actuellement qui leur disent: Regardez la dette nationale à Ottawa, on va se séparer et on va se débarrasser de ça.

C'est notre problème principal, la dette nationale. C'est notre problème d'unité nationale. Les Québécois sont en train de s'éloigner de notre pays, monsieur le Président, parce qu'ils trouvent que la dette nationale est rendue trop importante. Ils ont tout à fait raison. Je demanderais aux députés libéraux et néo-démocrates de collaborer dans ce sens-là.